

TERVUREN, UN SIÈCLE DE

Le musée de Tervuren a été créé en 1898. On ne peut appréhender ce qu'il est aujourd'hui et les questions liées à sa « rénovation » sans comprendre le contexte et les buts coloniaux qui ont façonné son développement.

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

C'est une évidence, sans la colonisation belge du Congo, il n'y aurait pas aujourd'hui d'« Africa-Museum » à Tervuren. Encore faut-il mesurer le poids et les conséquences de cette filiation coloniale... C'est ce à quoi l'on voudrait contribuer ici.

« Faire l'éducation coloniale de mes compatriotes »

Ce musée trouve son origine dans la Section coloniale de l'Exposition internationale de Bruxelles de 1897, qui fut installée sur ce site (plus d'un million de visiteurs cette année-là pour cette seule section). Il prit le nom de « Musée du Congo » en 1898 et fut établi dans son bâtiment actuel en 1910. Rebaptisé « Musée royal de l'Afrique Centrale » (MRAC) en 1960, c'est seulement depuis quelques années qu'il communique vis-à-vis du public sous le nom d'« AfricaMuseum ». Dans le livre qu'il lui consacre en 1910, le premier directeur du musée, Alphonse de Haulleville, relate la création du bâtiment actuel. Cinq années après la première exposition de 1897, la place manquait dans le premier bâtiment du musée pour présenter les collections accumulées et Léopold II décida de construire un nouvel édifice qui serait une « royale affirmation de l'activité coloniale du pays ». « Je vois encore, écrit de Haulleville, la visite d'où sortit la réalisation finale de la belle idée du Roi. C'était en juin 1903. (...) continuant ses questions, Léopold II dit [à la personne qui le guidait à Tervuren] : « Que pensez-vous de ce que doit être un musée? » (...) il répondit : « Ce doit être une école. Sire. » Le Roi rajusta son binocle, fixa un instant son interlocuteur puis : « Vous avez raison » prononça-t-il et, se tournant vers M. Girault, il dit à ce dernier: « Nous construirons dans ce parc un Musée digne des belles collections conservées ici et qui concourra efficacement, je l'espère, à l'éducation coloniale de mes compatriotes. »(1)». Dans son livre, de Haulleville, poursuit en mentionnant explicitement la volonté originaire du musée de faire « l'éducation coloniale » des « masses », de constituer un « instrument de propagande des idées coloniales »(2) « présentées suivant des données scientifiques »(3) de « rendre conscientes d'elles-mêmes les forces intellectuelles latentes de la population et à contribuer à donner un idéal à la nation »(4) et d'ainsi éviter « le grand écueil pour une nation resserrée dans d'étroites limites » que sont « les petites idées et les mesquines querelles »(5) etc. Comme l'évoquent ces lignes, la création du musée de Tervuren, et son

développement tout au long de la colonisation belge et au-delà, s'insèrent dans celui de trois dispositifs de l'action gouvernementale plus globaux qui furent alors mis en place : la propagande coloniale, le développement des sciences coloniales et le « complexe d'exposition ». Sans une compréhension sommaire de ces trois dispositifs liés à la colonisation, on ne peut saisir les enjeux décoloniaux de la « rénovation » du musée. De quoi s'agit-il ?

80 années de crimes coloniaux

Pendant environ quatre-vingts ans, l'histoire de la Belgique a été celle d'une puissance coloniale. Cela a commencé un peu avant 1885, date à laquelle les grandes puissances du moment ont reconnu la souveraineté personnelle du roi des Belges, Léopold II, sur « l'Etat indépendant du Congo » (un territoire équivalent à 75 fois la superficie de la Belgique, deux tiers de celle de l'Europe) (6). Cette histoire coloniale s'est poursuivie jusqu'aux indépendances des années 1960, en passant par la reprise formelle de la colonie congolaise par l'Etat belge en 1908 et, au lendemain de la Première

Guerre mondiale, par celle des anciennes colonies allemandes du Ruanda-Urundi (7). Elle s'est prolongée au-delà sous une forme néocoloniale (assassinat de Patrice Lumumba, mise en place de Mobutu, etc) (8). Les crimes liés aux colonisations léopoldienne et belge ont été énormes et nombreux : vol

**« Connaître pour dominer »,
ce programme fut
indissociablement
scientifique et politique.**

des terres et des ressources naturelles, pillages, massacres de populations civiles, dépopulation de millions de personnes, travail forcé, déportations, relégations, atrocités, emprisonnements arbitraires, vols d'enfants, tortures, fouet, ségrégation raciale, apartheid, spoliation, exploitation économique, confiscation du pouvoir politique, privation de droits sociaux, civils et politiques, disparition forcée de personnes, assassinats politiques ciblés, destruction d'ordres sociaux et de cultures, déshumanisation, racisme... Ces crimes n'ont jamais été pleinement reconnus par aucune des institutions belges impliquées dans la colonisation, qui se sont jusqu'ici au mieux contentées de reconnaissances partielles et ambiguës (9).

Propagande et sciences coloniales

Cette période coloniale, qui recouvre près de la moitié de l'histoire de la Belgique, s'est accompagnée de la mise en œuvre d'une propagande raciste massive

COLONIALITÉ

en vue de légitimer la colonisation dans l'esprit de l'ensemble de la population belge (10). Selon celle-ci, la colonisation n'est pas une conquête en vue de l'exploitation, mais une œuvre de « civilisation » des Congolais et même de libération par rapport au joug de l'« esclavagisme arabe » selon les discours tenus jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, et une œuvre de « développement » au-delà. Aujourd'hui encore, ce type de narration continue à inspirer certains programmes scolaires (11). Durant la période coloniale, la quasi-totalité des institutions belges (Royauté, État, Église, Entreprises, Partis politiques, Écoles, Universités, Presse...) ont activement participé à la colonisation et à la propagande coloniale. Les moyens de cette propagande ont varié et évolué au cours du temps : ensei-

gnement, prêches, expositions coloniales, pavillons coloniaux dans les expositions universelles, érection de monuments publics, publications de revues thématiques ou de supports publicitaires, films... S'il est celui qui reste aujourd'hui le plus visible, le Musée de Tervuren n'est que l'un d'eux.

Il faut en outre relever que la colonisation et la négation belges des crimes coloniaux (qui leur est consubstantielle) se sont non seulement placées sous l'égide idéologique missionnaire, mais aussi sous celle des sciences, dans le cadre du développement des « sciences coloniales belges ». Comme le met en évidence le sociologue Marc Poncelet : « *La réduction au silence de l'indigène, la réduction de son destin à celui de l'homme blanc n'eut jamais de meilleure justification que la maîtrise technique et scientifique promise de l'univers dans lequel il se mouvait. Cet argument a déclassé l'hypothèse raciale dans l'argumentaire colonial.* » (12) La colonisation du Congo, indique-t-il, « soutiendra l'édifi-

**Il n'est pas sûr que l'ère
de l'occultation
de l'histoire soit
aujourd'hui totalement
révolue à Tervuren.**



1909. La Belgique civilisatrice. Calendrier missionnaire vendu au profit des missions en 1908 pour 1909. Propagande coloniale. Affiche-calendrier, Sint-Albertus Patroonschap en Kring van Jonge Werklieden, Leuven. *Het beschavend Belgenland, 1909*, in exposition « Notre Congo/Onze Kongo ».

© CEC-ONG.

cation d'un espace savant multidisciplinaire inédit dont il n'existe jusqu'à aujourd'hui aucun autre exemple dans l'histoire savante du pays » (13) : création de sociétés savantes géographiques, de sociétés d'études coloniales, naissance de l'ethnologie, création de revues scientifiques, entrée des sciences coloniales dans les universités, création d'un Congrès colonial, d'un Institut royal colonial, d'une université coloniale, d'un Institut colonial international, d'institutions de recherche agronomiques et... d'un Musée du Congo belge (Tervuren). Qu'elle l'ait reconnu explicitement ou non, la science coloniale fut « d'emblée et simultanément constituée en argument de légitimation et en science du gouvernement indigène » (14). « *Connaître pour dominer* » (15), ce programme fut indissolublement scientifique et politique. De Haulleville, encore une fois, revendiquait ouvertement et sans aucune gêne cette articulation du

⇒ musée avec la propagande et la science coloniale : « Le Musée du Congo belge a encore une autre mission : il doit être un instrument de propagande des idées coloniales. Présentées suivant des données scientifiques, ses collections parlent à la raison, en même temps que par l'exposé, séduisant bien qu'objectif, des résultats acquis grâce au génie et à l'énergie de notre race, elles émeuvent le cœur en suscitant les nobles enthousiasmes et les saines émotions. (...) » (16).

Négationnisme et occultation de l'histoire

La conjonction de ces dispositifs (propagande et sciences coloniales), dans lesquels le musée de Tervuren s'inscrivait, y a donné lieu à des pratiques négationnistes d'occultation et de falsification de l'histoire, comme ce fut le cas dans d'autres institutions administratives ou scientifiques belges. Jules Marchal, à qui l'on doit la meilleure étude des crimes coloniaux belges, relevait ainsi qu'il existait : « une règle aux archives du ministère des Affaires étrangères : ils n'étaient pas autorisés à montrer des matériaux susceptibles de nuire à la réputation de la Belgique. Mais tout ce qui concernait cette période était mauvais pour la réputation de la Belgique ! Par conséquent, ils ne montraient rien. » (17). Au début des années 1930, une pratique similaire fut mise en place pour l'accès aux archives déposées à l'Institut royal colonial belge (18). Ce fut également le cas à Tervuren pour les archives des anciens coloniaux gérées par sa Section des Sciences morales, politiques et historiques. Selon Maarten Couttenier (historien travaillant actuellement au MRAC sur l'histoire du musée) : « Avant la mise à disposition publique des archives déposées au musée, elles étaient lues attentivement. Ensuite, les manuscrits étaient copiés, afin que l'original ne doive pas être utilisé par les

chercheurs, limitant le risque de dommages. [...] mais il est remarquable de voir que certains passages étaient omis avant que ces textes ne soient mis dans les mains des étudiants et des chercheurs. Cornet, chef de la section des Sciences morales politiques et historiques du musée à partir de 1931, explique pourquoi : "Il vaut mieux ne pas montrer à des étrangers des journaux de voyages qui racontent des histoires de relations susceptibles de susciter des controverses parmi des personnes encore en vie, ou des notes privées, durant le processus de copie, les textes sont révisés autant que nécessaire". » (19). Couttenier indique également que cette Section des Sciences morales, politiques et historiques réalisait des fichiers et des inventaires systématiquement expurgés de ce qui aurait pu remettre en cause les vérités officielles : les « fiches bibliographiques

« Pour le Musée de Tervuren, l'histoire congolaise se résuma à celle de la colonisation vue par les colons. »

étaient classées par thèmes et renvoyaient aux publications traitant des bienfaits accomplis par les Belges au Congo dans les domaines de la christianisation, de l'enseignement, des soins médicaux, du transport, etc. Avant la Seconde Guerre mondiale, les références de livres qui adoptaient des positions critiques vis-à-vis de la politique coloniale de Léopold II étaient soigneusement écartées » (20). L'historien Elikia M'Bokolo indique, dans ce numéro, ce qu'il en était des conditions d'accès et de travail sur les archives à Tervuren à la fin des années 1960 : « Quand les bureaux s'apprêtaient à fermer, on vous demandait de dépo-



SILENCE SUR LES CRIMES COLONIAUX BELGES

En 2002, la presse internationale (dont le *New York Times*) relayait l'annonce qu'en « prévision d'une grande exposition prévue pour l'automne 2004, le MRAC soutient la première étude de grande envergure sur la révision du passé colonial de la Belgique, y compris la période de 1885 à 1908, où l'État libre du Congo, en tant que propriété personnelle du roi Léopold II, aurait connu des violences et une exploitation qui ont coûté des millions de vies. (...) L'étude, qui débutera cet automne, sera réalisée par une commission scientifique dirigée par l'historien belge Jean-Luc Vellut et

traitera de tout le passé colonial de la Belgique, et pas seulement de la période de Léopold. Pour assurer l'objectivité, les groupes de travail comprendront également des spécialistes américains et africains » (a). Un ou deux ans plus tard, Boris Wastiau fut chargé de mettre sur pieds un colloque au Musée de Tervuren sur la violence coloniale au Congo, qui se tint en mai 2005 (b). Ce colloque, a-t-il expliqué au journaliste Michel Bouffieux, « fut organisé à la demande du directeur du MRAC Guido Gryseels au motif "qu'on pose beaucoup de questions sur le passé colonial

et sur les violences au Congo". Les historien.ne.s du musée, ceux du Conseil scientifique du musée et des universités qui lui sont proches avaient cependant décliné, dit Monsieur Gryseels, l'invitation à organiser un tel colloque. Je l'ai donc organisé avec le soutien de l'Association belge des Africanistes... » (c). Ce colloque sur les « violences coloniales » ne fit l'objet d'aucune conférence de presse et d'aucun communiqué du Musée de Tervuren. « Guido Gryseels m'a dit qu'un jour il m'expliquerait pourquoi » (d), a indiqué B. Wastiau. De même, les actes du colloque ne furent jamais

publiés, alors qu'il avait suscité des contributions prestigieuses. A la même époque, une discussion était ouverte à la Chambre et au Sénat de Belgique sur la possibilité d'étendre la répression pénale du négationnisme du génocide des Juifs par les nazis à la négation du génocide des Arméniens de 1905. Dans le cadre du débat portant sur un projet de loi qui concernait cette question, la sénatrice Fatma Pehlivan (SPA) pointait pour s'y opposer qu'il « faut éviter de focaliser la discussion sur un événement précis de l'histoire. Sinon, pourquoi ne citerait-on pas le Congo, par exemple » (e). Ce

ser les notes manuscrites que vous aviez prises dans le bureau de l'archiviste du musée. C'était alors à celle-ci, après les avoir examinées, d'apprécier si elle pouvait vous laisser vos notes ou si elle vous les retirait » (21). Il n'est pas sûr que l'ère de l'occultation de l'histoire soit aujourd'hui totalement révolue à Tervuren (voir notamment l'encadré p. 60 sur l'étude annoncée par le MRAC en 2002 et sur son colloque de 2005 sur la violence coloniale).

Plus globalement, M. Couttenier a mis en évidence que c'est l'ensemble de l'histoire précoloniale des peuples colonisés qui fut passée sous silence à Tervuren, en vertu du principe « Pas de documents, pas d'histoire ». Selon les termes d'un des scientifiques du musée, en 1935 : « *Qui dit histoire, dit documents écrits. [...] L'histoire de notre Congo date à peine du siècle passé. [...] Depuis le siècle dernier les Congolais ont une histoire écrite, une histoire glorieuse bien que très jeune. De leur passé ils ne connaissent rien en dehors de traditions fantaisistes créées très souvent pour le plaisir du blanc qui aime les histoires* » (22). En conséquence, pour le Musée de Tervuren, l'histoire congolaise se résuma à celle de la colonisation vue par les colons, le reste étant renvoyé au domaine du mythe et de la légende (23). Couttenier conclut : « *Ce processus de souvenir et d'oubli caractérisait aussi les salles d'exposition dans lesquelles une image à l'eau de rose de l'histoire coloniale était présentée. Les conflits, maladies ainsi que les morts étaient cachés, tandis que seules étaient présentées les réalisations positives de la « mission civilisatrice » comme les services médicaux, les transports et la « pacification » du territoire. Grâce à « l'effet muséal », l'exposition devint une place de mémoire et d'amnésie. Les conservateurs créèrent un Congo qui existait seulement en imagination, comme une sorte d'idéal à poursuivre. Cette combinaison d'attitudes « historiques » et « anhistoriques » mena à la création de « fictions my-*

contexte pourrait avoir influencé la décision de passer le colloque sous silence et de ne pas en avoir publié les actes. En 2006, Andrew Dismore, Jeremy Corbyn et 46 autres parlementaires britanniques signaient et déposaient à la Chambre des Communes, une *early day motion* par laquelle ils proposaient notamment à l'Assemblée de « *constater que le MRAC a chargé en 2002 un groupe d'experts d'enquêter sur la nature et l'ampleur des atrocités commises par les autorités coloniales de l'époque dans l'actuelle République démocratique du Congo, que la commission*

devait rendre compte en 2004, mais qu'aucun rapport ne semble avoir été publié ». (f) En 2019, le MRAC n'effectue toujours apparemment aucune recherche historique sur les crimes coloniaux belges, et les actes du colloque qu'il avait réalisé en 2005 sur la violence coloniale attendent toujours d'être publiés.

(a) Riding, A. (2002)

(b) Wastiau, B. (2005)

(c) Bouffloux, M. (2019)

(d) Ibid.

(e) Sénat de Belgique, Rapport fait au nom de la Commission de la justice, 22 juin 2005, 3-1135, p. 37.

(f) Dismore, A. et cst (2006)



thiques » et « d'histoire artistique » (...) » (24) (voir la description de l'histoire du Congo présentée au musée par de Haulleville, encadré p. 62).

« Donner un idéal à la nation »

Enfin, pour percevoir le sens du musée de Tervuren, il faut également le rapporter au mouvement général de création des musées et des expositions universelles dans lequel il s'inscrit, qui a pris son essor au milieu du XIXe siècle en Europe et aux États-Unis dans le cadre de la mise place de ce que le sociologue Tony Bennett appelle le « complexe d'exposition » (*exhibitionary complex*) (25). Celui-ci a mis en évidence le lien entre le développement des musées et celui des États-nations et des impérialismes. En impulsant l'essor de musées et d'expositions universelles très fréquentées (dit « complexe d'exposition », qui a marqué la seconde moitié du XIXe siècle), les États modernes ont travaillé à l'intégration des milieux populaires à la « nation » (telle que conçue par l'État), en les faisant participer à la représentation de l'ordre des choses définie par le pouvoir. Il s'agissait, selon Bennett, d'inciter les milieux populaires à se penser comme étant « *du côté du pouvoir, à la fois sujets et bénéficiaires. De s'identifier avec le pouvoir, de voir celui-ci si pas directement comme leur, mais bien indirectement, comme une force régulée et guidée par les groupes dominants pour le bien de tous* » (26). C'est cette « complicité » entre le pouvoir et les milieux populaires (guidés par la classe moyenne) que tente de créer le « dispositif d'exposition ». Celui-ci a été renforcé à la

1910. Exposition universelle de Bruxelles.
(13 millions de visiteurs) et sa section coloniale à Tervuren.

⇒ fin du XIXe par son intégration avec l'anthropologie, qui a permis de constituer et de populariser une image des peuples colonisés comme des « *peuples primitifs rejetés hors de l'histoire en sorte d'occuper une zone intermédiaire entre la nature et la culture* » (27). L'exposition des ces autres peuples servant alors de « *véhicule pour l'édification du public national et pour la confirmation de sa supériorité impériale* » (28) par rapport aux peuples « non-civilisés » sur « *les corps desquels les effets du pouvoir étaient déchaînés avec autant de force et de théâtralité que cela l'avait été sur les échafauds* » (29).

Pas de décolonisation sans rupture

En 2019, le musée de Tervuren n'a donc pas hérité de l'histoire coloniale belge que les 125.000 objets « ethnographiques » entassés dans ses réserves. Les legs de cette époque sont également des conceptions scientifiques marquées par la colonialité (au sens de « caractéristique d'être colonial »), un rapport négationniste par rapport à l'histoire et aux crimes coloniaux, une vision raciste des Africains, un rapport d'allégeance par rapport à l'Etat et à la famille royale, une culture d'entreprise coloniale, etc. Pour réussir une « rénovation » décoloniale, c'est avec l'ensemble de ce passé que le MRAC devrait se confronter ouvertement et qu'il devrait rompre. Cela n'a pas été fait à ce jour. □

(1) de Haulleville, A. (1910), p. 5.

(2) Ibid, p. 7.

(3) Ibid, p. 7.

(4) Ibid, p. 6

(5) Ibid, p. 5

(6) Hochschild, A. (1998), Marchal, J. (1996A), Marchal, J. (1996B)

(7) Marchal, J. (1999), Marchal, J. (2000), Marchal, J. (2002), Vanthemsche, G. (2007)

(8) De Witte, L. (2017).

(9) Lismond-Mertes, A. (2016).

(10) Stanard M. G. (2015), M'Bokolo, E. et Truddaïu, J. (2018), Truddaïu, J. (2016).

(11) Lismond-Mertes, A. (2017) ; M'Bokolo, E. (2017).

(12) Poncelet, M. (2008), p. 17.

(13) Ibid, p. 375.

(14) Ibid, p. 12.

(15) Ndaywel è Nziem, I. (1998), p. 395.

(16) de Haulleville, A. (1910), p. 6.

(17) Cité in Hochschild, A. (1998), chap 19.

(18) Vanthemsche, G. (2006), p. 95

(19) Couttenier, M. (2010B), p. 123.

(20) Couttenier, M. (2010A), p. 96.

(21) Cf. p. 50

(22) Colette, J. (1935), Complexes et Convergences en Préhistoire. Bull. de la SrBAP, p. 51-52, cité par cité in Couttenier (2010B), ibid, p. 130

(23) Couttenier (2010B), p. 148.

(24) Ibid.

(25) Bennett, T. (1988), Bennett, T. (1995)

(26) Bennett, T. (1988), p. 80.

(27) Ibid, p. 90

(28) Ibid, p. 93.

(29) Ibid, p. 80.



« Ce meuble de la section des Sciences morales, politiques et historiques contenait des fiches bibliographiques classées par thèmes, qui renvoyaient aux publications traitant des bienfaits accomplis par les Belges au Congo (...) Avant la Deuxième Guerre mondiale, les références de livres qui adoptaient des positions critiques vis-à-vis de la politique coloniale de Léopold II étaient soigneusement écartées » in Couttenier, M. 2010, p. 96.

96.CC BY 2.0 FLICKR DIERK SCHAEFER

□ □ □

LA SALLE D'HISTOIRE DU CONGO EN 1910

Selon Alphonse de Haulleville (1910), premier directeur du musée : « Il y a trente-trois ans, une poignée d'hommes débarqua au Congo. L'homme y était un loup pour l'homme. (...) Sur les centaines de milliers de kilomètres carrés que représentait l'Afrique mystérieuse, rien n'existait qui pût ressembler seulement à une œuvre de civilisation. On savait uniquement par Stanley, qui avait descendu au fil de l'eau l'immense ruban du Congo, qu'il y avait là des millions d'êtres humains, cannibales, esclavagistes, victimes de maladies révoltantes et de coutumes d'une affreuse barbarie. Trente-trois années ont passé ! L'Afrique centrale n'est

plus mystérieuse, elle est sillonnée de routes, de chemins de fer, de fils télégraphiques, parsemée de villes, la justice y règne, la guerre entre tribus a disparu, la traite a été extirpée du territoire, plusieurs centaines de factoreries concentrent les richesses des forêts et font vivre des milliers de nos compatriotes. Des écoles, des hospices, des lazarets ont été établis. (...) Cent cinquante mille cannibales ont été domptés par la croix, parlent comme nous, pensent comme nous, et adorent le même Dieu que nous ! (...) C'est tout cela que la section dont il s'agit ici s'efforce de faire comprendre au passant. », ibid, p. 15.